



**DÉCISION NOMINATIVE N° 2019-741**

**portant autorisation de régularisation de prises de vue professionnelles  
en cœur du Parc national de la Vanoise sur le suivi scientifique  
du glacier de Gébroulaz**

**Pétitionnaire** : M. Étienne MAURY, photographe

**Adresse** : 50 allée Gilbert Michel – 38880 AUTRANS

**Localisation du projet** : glacier de Gébroulaz (Les Allues), en cœur du Parc national de la Vanoise

**La Directrice de l'établissement public du Parc national de la Vanoise,**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 331-4-1 et L. 581-4 ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-447 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de la Vanoise aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, notamment son article 16 ;

Vu le décret n° 2015-473 du 27 avril 2015 portant approbation de la Charte du Parc national de la Vanoise ;

Vu la Charte du Parc national de la Vanoise, et notamment la modalité d'application de la réglementation du cœur du Parc n° 38 relative à la prise de vue et de son ;

Vu la demande de régularisation d'autorisation, soumise le 17 septembre 2019 par M. Étienne MAURY, de prises de vue et de son professionnelles en cœur du Parc national de la Vanoise sur le suivi scientifique sur les marges proglaciaires du glacier de Gébroulaz en vue d'une exposition et de publications dans des magazines ;

Considérant que la directrice peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles relatives aux prises de vue ou de son réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial lorsqu'elles participent aux missions de l'établissement public ;

Considérant que ces prises de vue à caractère documentaire concourent aux missions du Parc national de la Vanoise sur le plan didactique ou pédagogique, tout en ne produisant qu'un dérangement minime du milieu et des espèces eu égard aux prescriptions édictées ci-après ;



## DÉCIDE

### **Article 1 : Objet**

La directrice décide de régulariser les prises de vue photographiques effectuées du 29 juillet au 10 août 2019 par M. Étienne MAURY, aux conditions énoncées ci-après.

### **Article 2 : Effet**

La présente décision n'est ni cessible ni transmissible. Elle ne permet pas au pétitionnaire de céder les prises de vue à des tiers, y compris pour des placements publicitaires de produits ou services.

### **Article 3 : Prescriptions**

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

3.1. La mention suivante devra accompagner toute représentation et reproduction des prises de vue et de son : « images réalisées dans le cœur du Parc national de la Vanoise avec l'autorisation de l'établissement public chargé du Parc ».

3.2. La remise à l'établissement d'une copie haute définition des prises de vue et de son (support physique ou dématérialisé), de même que l'information de l'établissement concernant leur exploitation sont à la charge du pétitionnaire.

### **Article 4 : Indépendance des législations**

La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

### **Article 5 : Contrôle de l'exécution de la décision**

Au sein du Parc national de la Vanoise, l'ensemble des agents compétents est chargé de contrôler l'exécution de la présente décision.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de son bénéficiaire.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du Parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national de la Vanoise pourront dresser un procès-verbal d'infraction.

La violation de la réglementation applicable à la prise de vue et de son en cœur de parc est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, conformément à l'article R.331-68, 6° du code de l'environnement.

### **Article 6 : Publicité**

La présente décision sera notifiée au pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement.



**Article 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Chambéry, le 1<sup>er</sup> octobre 2019

La Directrice,



Eva ALIACAR

**Mise en ligne R.A.A. le :**

03/10/2019

